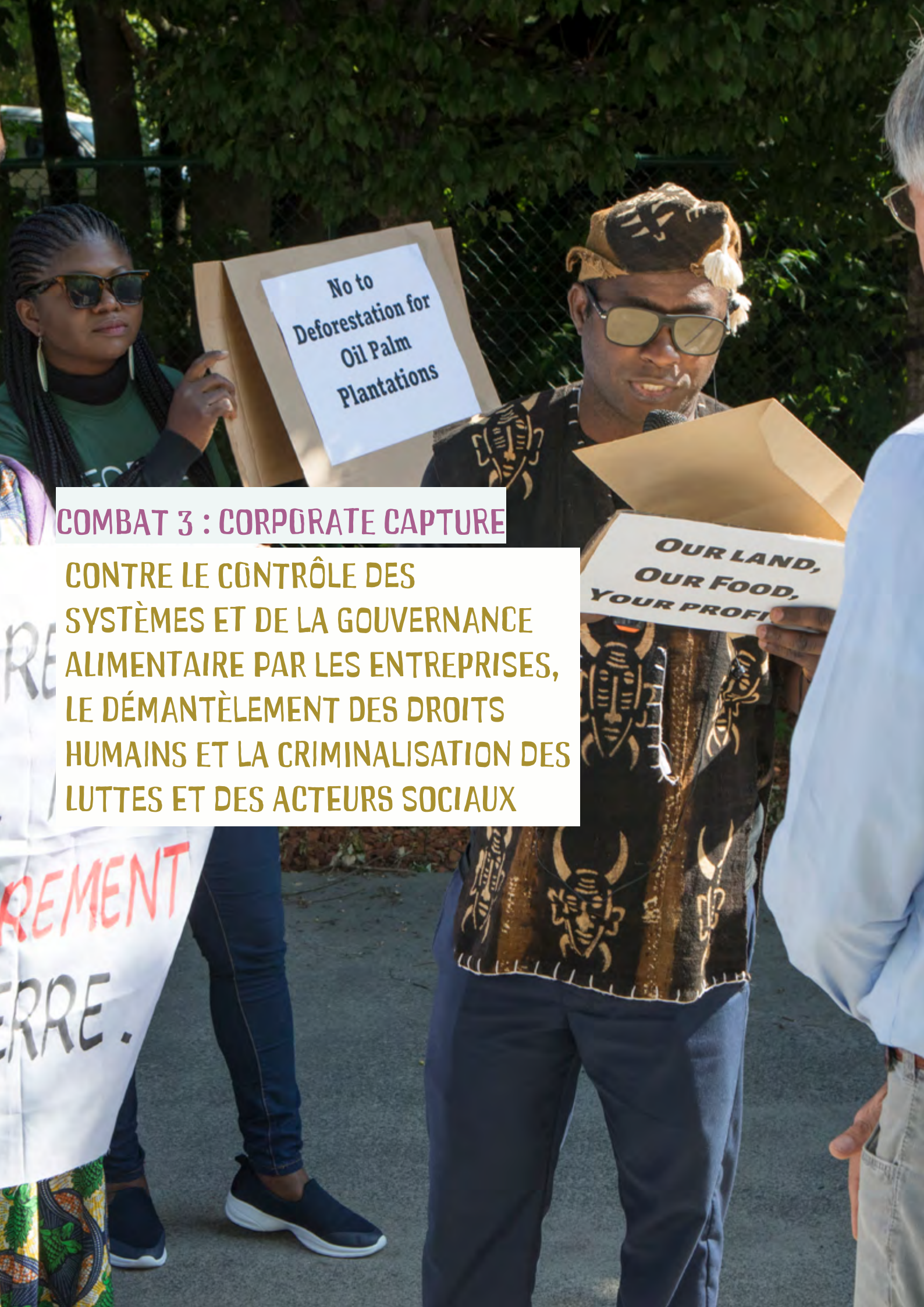




COMBAT 3 : CORPORATE CAPTURE

CONTRE LE CONTRÔLE DES
SYSTÈMES ET DE LA GOUVERNANCE
ALIMENTAIRE PAR LES ENTREPRISES,
LE DÉMANTÈLEMENT DES DROITS
HUMAINS ET LA CRIMINALISATION DES
LUTTES ET DES ACTEURS SOCIAUX

Contact

Florence Kroff

florence@fian.be

Marie Hélène Lefevre

mariehelene@fian.be

Plaidoyer "Entreprises et droits humains"

En continuation des années précédentes, FIAN a collaboré étroitement aux actions de recherche et de plaidoyer visant à **réformer le fonctionnement et les interventions de BIO**, la banque belge de financement du développement.

La publication de l'étude commanditée par la Coalition contre la Faim et les coupes (CNCD-11.11.11 et 11.11.11), ainsi que les revendications concrètes ont permis de mener des actions ciblées de plaidoyer tant vis-à-vis de BIO que de la Ministre et du parlement.

Le renforcement des coalitions nationales, européennes et internationales oeuvrant à **l'adoption de cadres obligatoires forts obligeant les entreprises à respecter les droits humains**, s'est encore affirmé en 2022. FIAN continue en leur sein à agir pour que :

- La Belgique et l'Union européenne adoptent une position constructive lors de la huitième session du Groupe de travail intergouvernemental au Conseil des droits de l'homme, visant l'adoption d'un futur **Traité international sur les entreprises et les droits humains** ;
- L'Union européenne adopte une Directive pour responsabiliser les grandes entreprises en matière de respect des droits humains et de respect de l'environnement. Le pas a été franchi en février 2022 avec la présentation par la Commission d'une proposition de **Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité**.
- La Belgique adopte une **Loi sur le devoir de vigilance des entreprises**. La Coalition a continué à mener des actions pour relancer le processus législatif initié en 2021 mais bloqué depuis.

FIAN a également participé à un nombre d'actions et pétitions en soutien à la demande d'une loi belge sur le devoir de vigilance, à savoir la commémoration de la tragédie du Rana Plaza et le tournage d'une vidéo autour de la Coupe du monde de football au Qatar. Le travail d'appui mené de longue date par FIAN à plusieurs communautés affectées par des entreprises liées à la Belgique (voir ci-dessous), a été largement mobilisé par le plaidoyer des coalitions.

Appui aux luttes des communautés affectées par des entreprises liées la Belgique

Tout au long de l'année, FIAN a collaboré avec les communautés affectées et des organisations nationales et internationales pour obtenir le respect de leurs droits !

Face à l'entreprise belge SIAT, exploitant des monocultures de palmiers à huiles et d'hévéas dans 4 pays africains, FIAN a intensifié son soutien en 2022. En juin, nous avons organisé un lobby tour d'une délégation de 5 représentantes et représentants de communautés paysannes venant de Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Ghana. Durant dix jours, plusieurs activités ont été menées : des rencontres-débats avec le public ; des rencontres avec des responsables politiques belges et européens ; des ateliers de discussion avec la société civile belge ; des rencontres avec la presse ; et une action publique devant le siège de l'entreprise.

Action symbolique devant le siège de la multinationale SIAT le 12 juin 2022 et remise d'une lettre de revendications par les représentant-e-s des communautés locales affectées par l'entreprise au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Nigéria.

L'organisation de cette visite a été un succès et a permis de faire bouger les lignes ! L'attention médiatique et politique autour du cas a obligé l'entreprise à réagir et organisant notamment des rencontres avec les représentant·e·s des communautés dans les différents pays pour entendre leurs revendications.

Résultat de plusieurs années d'interpellation de nos décideurs sur **le cas Feronia/PHC** : la Belgique a décidé de se retirer de cette entreprise dont les agissements impactaient négativement les communautés locales. Si la société civile exigeait cette sortie de longue date, notre travail de suivi doit continuer car le conflit est toujours présent et les banques impliquées doivent prendre leurs responsabilités.

Le monitoring opéré par FIAN et d'autres organisations internationales, sur les processus ayant mené à la **certification RSPO de plusieurs filiales de SOCFIN**, confirme que ce label est totalement biaisée en faveur de l'industrie. La RSPO n'est pas adaptée pour garantir la durabilité et le respect des droits humains des chaînes d'approvisionnement en huile de palme. FIAN a donc appuyé les dénonciations et revendications portées par les communautés locales, notamment celles de Sierra Leone.



Aminata Fabba, présidente et l'une des porte-parole de Malen Land Owners Association (MALOA).

« Comment des auditeurs peuvent-ils certifier une plantation d'huile de palme affectant plus de 32.000 personnes, en moins de 10 jours et en ne consultant que pendant quelques heures, des représentant·e·s trié·e·s sur le volet ? »¹

Mobilisation

Chaque année à Bruxelles, Syngenta, multinationale de l'industrie des pesticides, ELO, lobby des grands propriétaires terriens, et divers acteurs de l'agrobusiness (Cargill, Nestlé, Pepsico, John Deere, etc.) organisent le Forum pour le futur de l'agriculture (FFA). Derrière une façade de dialogue ouvert entre l'agriculture et l'environnement, il s'agit bien d'un événement de lobbying et de greenwashing.

Avec les Brigades d'Actions Paysannes, nous avons impulsé et co-ordonné une mobilisation de la société civile pour combattre le FFA et son monde : 200 personnes se sont rassemblées devant le FFA, une large campagne de communication sur les réseaux a été mise en place et les ONG partenaires du Forum ont été interpellées sur l'impact légitime que pouvait avoir leurs logos aux côtes de telles multinationales, en leur demandant de se retirer du FFA. La journée a également été renforcée par une action de perturbation du début du forum organisée par le collectif activiste #noffa.

L'appel¹ que nous avons lancé a été signé par plus de 50 organisations à travers le monde. Il a dénoncé les nombreuses attaques de ces multinationales contre les objectifs des stratégies « de la ferme à la fourchette » et « biodiversité », notamment la stratégie de réduction de l'usage des pesticides devant être finalisée par la Commission Européenne. Ensemble, elles pointent du doigt le FFA comme un espace de manœuvres antidémocratiques de l'agro-industrie visant à renforcer leur influence dans la conception de politiques publiques. Les organisations ont appelé les autorités à donner une place centrale aux paysans et paysannes qui construisent aujourd'hui de réelles solutions pour l'agriculture du futur.

¹ Voir l'appel du 15 mars 2022 « FFA: Le greenwashing des vendeurs de pesticides au cœur de l'Europe » - <http://no-ffa.com/no-ffa-pourquoi/>

¹ Voir le communiqué de presse du 18 mars 2022 : « Le label "durable" RSPO octroyé à Socfin en Sierra Leone malgré un conflit foncier » - fian.be/1753